

**Pôle ingénierie
et gestion techniques**

Personnes chargées du dossier :
Christine AMOSSÉ - Maeva DUMOULIN
Direction eau et assainissement
Tél. : 02 90 74 75 24 ou 36

Monsieur Alain GUYON
6 rue du Pré de la Croix
56190 MUZILLAC

DEA BE - 2019 075

Lorient, **23 OCT. 2019**

Objet : Réponses aux observations du commissaire enquêteur
Enquête publique concernant les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et de
zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Calan, du 26 août 2019 au 27
septembre 2019

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

A l'issue de l'enquête publique concernant les projets de zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Calan, vous avez adressé à Lorient Agglomération l'observation d'un particulier, ainsi que vos questions en matière d'assainissement des eaux usées. Vous trouverez ci-dessous les réponses apportées aux différents questionnements.

- **Déposition n°3 à l'enquête publique de révision du PLU par Mme Le Beller, concernant la parcelle AA 49, pour laquelle il est demandé si un raccordement à l'assainissement collectif va être réalisé**

En matière d'assainissement, la parcelle AA 49, ainsi que celles de l'impasse du Clonze Mai, ne sont actuellement pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées.

Un réseau d'assainissement collectif existe à l'entrée de l'impasse, rue de Beg Er Lann.

La voie desservant cette impasse est privée, aussi, l'investissement pour la mise en place de l'assainissement collectif seraient à porter par les propriétaires concernés.

Par ailleurs, la déclivité du secteur ne permet pas une desserte par un réseau gravitaire. Des postes de relevage privés seraient alors à installer pour chacune des habitations.

Dans la mesure où les terrains présentent une bonne qualité de sol (limono-sableux profond, selon les études de sols réalisées à la parcelle pour certains de ces terrains) et que les installations d'assainissement non collectif existantes de l'impasse sont récentes (une de 2017, une de 2018, un permis de construire en 2019) et présentent un bon fonctionnement, il n'y a pas de projet d'assainissement collectif actuellement.

Il conviendrait d'apporter une modification au zonage de manière à classer ce secteur en zone d'assainissement non collectif.

- Questions du commissaire enquêteur

- site de Kerchopine -Logements de Calan raccordés au réseau d'eaux usées de Cléguer non mentionnés sur le plan

En effet sur les dix maisons en limite de la commune de Cléguer, 5 sont raccordées sur le réseau d'assainissement collectif de Cléguer. Il convient d'intégrer ces cinq parcelles au zonage d'assainissement collectif.

- site de Kerchopine -zone 1 AUi au projet de PLU non intégré au zonage d'assainissement collectif

Au regard des contraintes de sols (présence d'une ancienne carrière), il est en effet souhaitable que ce secteur dédié à l'activité économique soit raccordé au réseau collectif. La présence importante de roche est un facteur très contraignant pour la bonne réalisation et le fonctionnement d'une installation non collective. Une étude hydraulique sera nécessaire lors de l'établissement du projet de zone artisanale notamment en raison du profil altimétrique. Le poste de relevage à installer sur la zone pourra être branché sur le réseau de refoulement passant sous la route départementale. Les capacités de la station de Plouay sont suffisantes pour étendre le zonage collectif à cette zone.

- secteurs Sud-Est et Nord-Ouest du bourg -justification du choix de retirer du zonage d'assainissement collectif les 3 logements route de Kerchopine et les 8 logements route de Guervihan

Actuellement, ces parcelles ne sont pas desservies par le réseau d'assainissement collectif. La configuration des lieux ne permet pas un raccordement gravitaire au réseau collectif existant (déclivité entre 4 et 6 mètres).

Les installations autonomes existantes présentent un fonctionnement correct. Quatre études de sols ont été réalisées dans le secteur de la route de Guervihan : les sols sont profonds et permettent la mise en place d'épandages ou de filtres à sable non drainés.

Les terrains présentent une surface suffisante pour la mise en place d'assainissement non collectif.

En termes financiers, les coûts de réalisation d'un réseau de collecte des eaux usées et la mise en place d'un poste de relevage pour chacun des deux secteurs sont présentés dans les tableaux suivants :

Pour la collectivité :

	secteur route de Kerchopine			secteur route de Guervihan		
	à la charge de la collectivité			à la charge de la collectivité		
	quantité	coût unitaire	coût opération	quantité	coût unitaire	coût opération
		(€ HT)	(€ HT)		(€ HT)	(€ HT)
INVESTISSEMENTS			89 600			113 400
collecteur EU sous voirie communale ou en terrain privé	5	200	1 000	100	200	20 000
Coût d'un branchement	3	1000	3 000	8	1000	8 000
refoulement	178	200	35 600	177	200	35 400
poste de relevage	1	50 000	50 000	1	50 000	50 000
FONCTIONNEMENT			6 792			7 268
réseau (forfait 2 %)			1 792			2 268
poste de relevage	1	5000	5 000	1	5000	5 000

Pour les particuliers :

	secteur route de Kerchopine				secteur route de Guervihan			
	à la charge du particulier				à la charge du particulier			
	quantité	coût unitaire	coût opération	Total	quantité	coût unitaire	coût opération	Total
		(€ HT)	(k€ HT)	(k€ HT)		(€ HT)	(k€ HT)	(k€ HT)
INVESTISSEMENTS				9 222				24 592
raccordement	3	1 850	5 550	5 550	8	1 850	14 800	14 800
PFAC	3	1 000	3 000	3 000	8	1 000	8 000	8 000
abonnement &	3	224	672	672	8	224	1 792	1 792
	* base 110 L/j/habitant				* base 110 L/j/habitant			

Soit un coût total par habitation raccordée suivant :

	secteur route de Kerchopine		secteur route de Guervihan	
	Investissement (€ HT/an)	Fonctionnement (€ HT/an)	Investissement (€ HT/an)	Fonctionnement (€ HT/an)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF				
A la charge du particulier	8 550	672	22 800	1 792
A la charge de la collectivité	89 600	6 792	113 400	7 268
Total	98 150	7 464	136 200	9 060
Coût total par habitation raccordée	32 717 €		17 025 €	

En comparaison, les coûts de réhabilitation en assainissement non collectif sont les suivants :

	A la charge du particulier		
	Coût unitaire	Unités	Coût opération
	(€ HT)		(€ HT)
Investissements			
Réhabilitation ANC	8 000	11	88 000
Diagnostic et contrôle de conception	600	11	6 600
Total			94 600
Fonctionnement			
Contrôle de fonctionnement	15,00	11	165
Vidange	50,00	11	550
Total			715
Coût d'investissement par habitation :			8 600,00 €

Le coût d'un raccordement au réseau représente au moins le double du prix de la réhabilitation de l'assainissement non collectif, c'est pourquoi il a été envisagé de ne pas maintenir ces secteurs en zonage d'assainissement collectif.

- site de la crêperie des étangs et abords, choix du maintien en zonage d'assainissement non collectif :

Dans ce secteur deux habitations et un restaurant ne sont pas raccordés, du fait de l'éloignement au réseau collectif (distance de 304 mètres par rapport au réseau existant sous voirie publique), et de la déclivité du terrain qui imposerait la mise en place d'un poste de relevage.

Le coût d'un tel raccordement s'élèverait à :

Pour la collectivité :

	secteur Rue des Etangs		
	à la charge de la collectivité		
	quantité	coût unitaire	coût opération
		(€ HT)	(€ HT)
INVESTISSEMENTS			139 400
collecteur EU sous voirie communale ou en terrain privé	128	200	25 600
Coût d'un branchement	3	1000	3 000
refoulement	304	200	60 800
poste de relevage	1	50 000	50 000
FONCTIONNEMENT			7 788
réseau (forfait 2 %)			2 788
poste de relevage	1	5000	5 000

Pour les particuliers :

	secteur Rue des Etangs			
	à la charge du particulier			
	quantité	coût unitaire	coût opération	Total
		(€ HT)	(k€ HT)	(k€ HT)
INVESTISSEMENTS				9 222
raccordement	3	1 850	5 550	5 550
PFAC	3	1 000	3 000	3 000
abonnement & redevance (/an)*	3	224	672	672
		* base 110 L/j/habitant		

Soit un coût total par bâtiment raccordé :

	Investissement (€)	Fonctionnement (€)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
A la charge du particulier	8 550	672
A la charge de la collectivité	139 400	7 788
Total	147 950	8 460
Coût total par bâtiment raccordé	13 450 €	

En comparaison, la réhabilitation des assainissements autonomes s'élèverait à :

	secteur Rue des Etangs		
	A la charge du particulier		
	Coût unitaire	Unités	Coût opération
	(€ HT)		(€ HT)
Investissements			
Réhabilitation ANC	8 000	2	16 000
Réhabilitation ANC	25 000	1	25 000
Diagnostic et contrôle de conception	600	3	1 800
Total			42 800
Fonctionnement			
Contrôle de fonctionnement	15,00	3	45
Vidange	50,00	3	150
Total			195
Coût d'investissement par habitation :			5 350,00 €

Compte tenu des coûts induits, il n'a pas été envisagé un classement en zonage d'assainissement collectif.

Par ailleurs, une des deux habitations a d'ores et déjà réhabilité sa filière d'assainissement autonome, et une étude de sol et de filière a été réalisée pour le restaurant.

Celle-ci prévoit la possibilité de mise en œuvre d'une fosse toutes eaux de 7000 litres et d'un filtre à sable vertical drainé de 50 mètres carrés, compte tenu de la faible profondeur de sol et de sa faible perméabilité. Même si le projet devait évoluer, la superficie du terrain est suffisamment importante pour trouver une solution en assainissement non collectif.

- Installations d'assainissement non collectif non acceptables, leur situation sur la commune et vis-à-vis des zones sensibles, les délais de mise aux normes si nécessaire :

Il est possible de situer les 12 installations d'assainissement non collectif classées en non acceptables. Elles sont situées : au village du Guerne (1 installation), au Cosquéric (1), à Kervaillore (1), à Neneslan (1), à Maneduel (1), à Fontaine Maria (2), à Kergueris (1), à Keralloch (1), impasse An Avel (1, mais qui dispose désormais d'un branchement au réseau d'assainissement collectif), à Pollendu (2).

Sur ces douze filières, trois d'entre elles se situent à proximité d'étangs ou de zones humides (les autres sont situées à plus de 80 mètres d'une zone humide ou d'un ruisseau).

Les mises aux normes se font généralement à l'occasion de ventes. En effet, lors de cessions immobilières, lorsque le dispositif d'assainissement est déclaré non conforme, l'acquéreur dispose d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise aux normes.

Le service contrôle de Lorient Agglomération valide la conception de la filière à mettre en œuvre, et suit la réalisation des travaux.

Par ailleurs, lorsqu'une installation d'assainissement est déclarée non acceptable au moment du contrôle de diagnostic ou de fonctionnement, les propriétaires ont 4 ans pour se remettre aux normes. A l'issue de ces 4 ans la redevance annuelle est doublée si les travaux ne sont pas réalisés tel que mentionné dans le règlement de service de l'assainissement non collectif de Lorient Agglomération à l'article 17.7.

J'espère avoir apporté un éclairage suffisant aux observations formulées, et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Président,

Norbert Métairie

